



ASADHO / KATANGA



LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVE DANS LE SECTEUR MINIER EN RDC : FACTEURS DE DEVELOPPEMENT, DE BONNE GOUVERNANCE ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

A l'occasion de la conférence internationale '*Bonne gouvernance et lutte contre la corruption. Nouvelles perspectives pour des partenariats public-privé*' organisée les 14 et 15 mars 2007 à Bruxelles par le gouvernement belge en collaboration avec la Banque Mondiale et l'OCDE, nous aimerions formuler des recommandations susceptibles de contribuer à la réalisation des objectifs proclamés de cette conférence en République Démocratique du Congo (RDC). Dans ce pays clé pour l'avenir du continent africain, nos organisations oeuvrent de longue date aux côtés des populations pour le développement et les droits humains.

Vu l'enjeu primordial que représente le secteur minier pour l'avenir de la RDC, nous pensons que c'est d'abord dans ce secteur que la communauté internationale et le gouvernement congolais doivent tirer les enseignements des graves violations aux principes de bonne gouvernance commises ces dernières années. C'est dans ce domaine qu'ensemble, la RDC et ses partenaires doivent afficher la volonté politique d'affronter les défis que ces entorses à la bonne gouvernance posent en matière de lutte contre la corruption. Tous les moyens doivent être mis en œuvre afin de garantir au peuple congolais qu'il tirera des partenariats public-privé dans le secteur minier les bénéfices auxquels il a droit et qui sont essentiels à son développement.

Pour garantir au peuple congolais une part équitable des bénéfices de l'exploitation de ses ressources minières, le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux doivent :

- **faire toute la lumière sur les contrats miniers hérités du passé,**
- **réviser ces contrats en vue de leur renégociation, de leur résiliation ou de leur annulation,**
- **créer un mécanisme indépendant de suivi de l'exécution des contrats,**
- **mettre en place une gestion transparente et équitable des ressources minières.**

1. Les enjeux des partenariats public-privé dans le secteur minier en RDC

Après 30 années de dictature mobutiste et plus de quinze années de guerre et de transition, les besoins de la population congolaise sont immenses. Sur base de son **indice de développement humain**, la RDC est classée au **167^{ème} rang mondial** par le Programme des Nations Unies pour le Développement. Un tiers des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition. L'espérance de vie de près de la moitié de la population est limitée à 40 ans.¹ Et les infrastructures de base nécessaires au redémarrage du pays doivent être entièrement reconstruites.

Face à ces défis, le Congo n'est cependant pas démunie. C'est au Congo que se trouvent une part importante des réserves mondiales de nombreuses ressources stratégiques et précieuses (Cuivre, Cobalt, Uranium, Colombo-tantalite, Diamant, Or...). A l'heure actuelle, on estime que **la RDC dispose de 12% des réserves mondiales de cuivre et de près de la moitié des réserves de cobalt** (56 million de tonnes de cuivre sur un total de 480 millions² et 3,4 millions de tonnes de cobalt sur un total 7 de millions³). Jusqu'en 1980, l'industrie minière du Katanga, où se trouvent les gisements de cuivre et de cobalt, était la principale source de revenus de l'Etat congolais et celle-ci jouait un rôle social essentiel dans la province. Ces dernières années, les prix de ces matières premières ont connu une envolée sans précédent sur le marché mondial, notamment en raison de la croissance chinoise. Entre 2002 et aujourd'hui, le cours de la tonne de cuivre est passé de moins de 2000 USD à plus de 6000 USD et de moins de 7 USD la livre (453 g) de cobalt à plus de 28 USD en 2007. (*Voir annexe 1 - Cours du cuivre et du cobalt sur le marché mondial*) L'ancien patron de la *Gécamines*, Robert Crem, évalue la valeur actuelle des réserves minières connues du Katanga à 300 milliards de dollars US.⁴

L'importance du secteur minier pour la reconstruction de la RDC est donc vitale. Or, sous l'impulsion des gouvernements congolais successifs et l'apparente bénédiction de la Banque Mondiale, l'on assiste depuis 1995 à une multiplication des partenariats public-privé dans ce secteur, en particulier au Katanga⁵. **Comment faire en sorte que ces partenariats contribuent au développement, à la bonne gouvernance et à la lutte contre la corruption?** Cette question est primordiale pour l'avenir du pays. Nous tenterons d'y répondre à partir des trois partenariats les plus importants parmi tous ceux conclus au cours des années de guerre et de transition (une trentaine pour la seule *Gécamines*). Ces trois

partenariats portent, selon les sources, sur 50 à 75% des réserves de cuivre et de cobalt de la RDC et sur une part très importante de l'outil industriel katangais.⁶

2. Des partenariats public-privé opaques et extrêmement défavorables à la RDC

En juillet 2005, le gouvernement de transition approuvait trois contrats de partenariats conclus entre la *Gécamines*, principale entreprise minière de l'Etat congolais, et plusieurs sociétés privées étrangères : *Kinross Forrest Ltd* (maintenant propriété de *Katanga Mining Ltd*), *Global Enterprises Corporate Ltd* (maintenant propriété de *Nikanor Plc*) et un consortium formé par *Phelps Dodge Corp.* et une société du groupe *Lundin* appelée *Tenke Mining Corp.* Une brève présentation de ces trois partenariats est annexée au présent mémorandum. Elle inclut des éléments d'information sur l'historique, l'objet, la structure, l'actionnariat, la composition du conseil d'administration, le financement et l'état d'avancement des trois projets. (*Voir annexes 2 à 4 - Fiches de présentation des partenariats*)

La négociation, la signature et l'approbation gouvernementale de ces partenariats conclus de gré à gré ont été caractérisées par une opacité totale. En novembre 2003, alors que ces partenariats sont encore en cours de négociation, les consultants de *IMC Group Consulting Ltd.*, chargés par la Banque Mondiale pour le compte du gouvernement congolais de réaliser un audit et de définir une stratégie de relance de la *Gécamines*, recommandent de « stopper immédiatement les négociations en l'état » et d'« accélérer la préparation pour la renégociation des partenariats »⁷. Cette recommandation est basée sur une analyse fouillée et extrêmement critique des contrats en cours de négociation⁸.

En juin 2005, avant la ratification des contrats par le gouvernement, le rapport de la **Commission Lutundula** (commission d'enquête du parlement congolais chargée de l'examen de la validité des conventions économiques signées pendant la guerre) recommande « d'arrêter toutes négociations en cours » portant sur les unités de production et les gisements visés par les trois partenariats. Il s'agit « d'éviter de dépouiller la *Gécamines* des équipements et gisements qui constituent l'épine dorsale de sa relance » et de prendre d'abord une série de mesures pour mettre en place les conditions nécessaires à la garantie de la transparence, à la promotion de la bonne gouvernance et à la prévention de la corruption.

Dans un mémorandum interne de septembre 2005 adressé au responsable du desk Congo, **Craig Andrews, principal expert minier de la Banque Mondiale**, évalue les trois partenariats que le gouvernement de transition vient d'approuver.⁹ Les termes des contrats, la

manière dont ils ont été négociés et leur possible impact négatif sur la valorisation du patrimoine minier font l'objet d'un constat sans appel. Nous relevons ici quelques uns des points mis en avant par l'expert de la Banque Mondiale :

- absence d'une estimation précise de la valeur des actifs privatisés,
- absence d'une procédure d'appel d'offre et manque total de transparence concernant les négociations, l'approbation et le contenu des contrats,
- les gisements transférés dépassent les capacités des partenaires privés à les mettre en valeur ce qui entraîne un risque de comportement spéculatif de la part de ceux-ci, et, à l'exception de *Phelps Dodge*, l'aptitude technique et financière des partenaires à remplir leurs obligations contractuelles est sujette à caution,
- la *Gécamines* continue à assumer la responsabilité des dettes liées aux minerais et au patrimoine industriel transféré alors que tous les actifs susceptibles de générer des revenus nécessaires à rembourser ces dettes sont privatisés,
- les parts de bénéficiaires et les dividendes revenant à la *Gécamines* risquent d'être sérieusement réduites par des redevances de gestion et autres frais excessifs ou mal définis facturés aux partenariats,
- de sérieux conflits d'intérêts existent dans le chef des partenaires privés susceptibles d'être également fournisseurs de biens et de services aux partenariats,
- des modes de financements onéreux à des conditions très défavorables peuvent être imposés à la *Gécamines* par les partenaires privés et générer de graves conflits d'intérêts,
- l'apport financier des partenaires privés est peu clair et ambigu ; ceux-ci semblent uniquement s'engager à produire une étude de faisabilité alors que des engagements fermes d'investissement sont normalement requis.

En décembre 2005, alors que le mémorandum interne de la Banque Mondiale n'était pas encore connu, *11.11.11.*, *Broederlijk Delen* et *RAID* soumettent au cabinet d'avocats de renommée internationale ***Fasken Martineau DuMoulin*** (*Fasken*) deux contrats de partenariat qui leur sont parvenus, à savoir les partenariats avec *Kinross Forrest Ltd* (*Katanga Mining*) et avec *Global Enterprises Corporate Ltd* (*Nikanor*). Le 19 février 2006 *Fasken* remet deux avis analysant les contrats à l'aune des pratiques qui ont cours dans le secteur minier en Afrique. Toutefois, le 3 mars 2006, sans concertation préalable avec ses clients et alors que les avis

avaient déjà été rendus publics, la direction de *Fasken* adresse un courrier au président de la Banque Mondiale l'informant qu'il rétracte son avis « parce qu'il a été délivré sans avoir été révisé par un associé ». Selon ce courrier, les deux avis ne reflètent pas l'opinion de *Fasken* et ne lui seraient pas attribuables. Abstraction faite de la question si *Fasken* peut unilatéralement rétracter un avis rendu sur son papier à en-tête, et nonobstant le fait que *Fasken* s'oppose à ce que ces avis soient présentés comme les siens, force est de constater que ces conclusions corroborent pourtant l'analyse du principal expert minier de la Banque Mondiale, qui à ce moment là n'était pas encore connue. Ils y apportent en outre des éléments supplémentaires mettant en doute la rémunération adéquate de la *Gécamines*. Le texte pointe notamment la rémunération des droits d'exploitation et de la location de l'équipement. Celle-ci serait anormalement basse : 1,5 à 2% des *recettes nettes des ventes* alors que la pratique habituel dans le secteur minier en Afrique est de prévoir des royalties de 1,5% à 3% des *revenus bruts* ou 10% à 15% des *revenus nets*.

En septembre 2006, l'ingénieur **Kalala Budimbwa**, ancien manager de la *Gécamines* et chef de cabinet du ministre des mines Ingele Ifoto à partir de janvier 2005, soumet un rapport à la Banque Mondiale dans lequel il procède à la valorisation de concessions majeures, dont celles engagées par la *Gécamines* dans les partenariats avec *Global Enterprises Corporate*, *Kinross Forrest* et *Phelps Dodge/Tenke Mining*.¹⁰ A partir de plusieurs paramètres – entre autres le coût d'installation de la capacité de production, le coût global de production, le cours des prix du cuivre et du cobalt sur le marché mondial – il calcule le taux de rentabilité interne des projets et la valeur de cession actualisée des projets et les met en rapport avec l'apport des partenaires privés. Sa conclusion : les contrats sont tellement inéquitables qu'il les qualifie de léonins. Kalala craint que ces partenariats n'aient « un impact très négatif sur la participation de l'ensemble du secteur minier à l'effort national de développement ». Certains ont interprété l'initiative de Kalala Budimbwa comme une manœuvre politique dans le contexte du second tour des élections présidentielles. Quelque soient les motifs de son auteur, le rapport Kalala met le doigt sur une question à laquelle les Congolais sont en droit d'obtenir une réponse : quels bénéfices la RDC et les partenaires privés retireront-ils respectivement des partenariats ? En vertu des principes les plus élémentaires de la bonne gouvernance, la réponse à cette question aurait dû être apportée par les parties au contrat avant la signature de ceux-ci.

Les Congolais ont maintenant pour seule source d'information les sociétés impliquées dans les partenariats. Que disent-elles sur les bénéfices que la RDC pourra en retirer? **Katanga**

Mining (Kinross-Forrest) prévoit d'investir 658 millions USD pour une production annuelle de 150.000 tonnes de cuivre et de 5000 tonnes de cobalt. La société affirme que son partenariat avec la *Gécamines* va créer 2500 emplois et que les bénéfices pour la RDC sur les 20 ans à venir s'élèveraient à un total de 2,1 milliards USD. Ces bénéfices émaneront des rentrées fiscales, des royalties, des dépenses salariales et de projets sociaux (santé, enseignement, formation professionnelle).¹¹ **Nikanor** déclare vouloir investir 1,3 milliards USD pour une production annuelle de 250.000 tonnes de cuivre et de 25.000 tonnes de cobalt. La société affirme qu'elle créera 1500 emplois permanents au Congo et jusqu'à 4000 pendant la phase de construction. Une fondation a été créée pour mener des projets sociaux (infrastructures, enseignement, santé, entrepreneuriat). Les bénéfices financiers pour la RDC (entrées fiscales, royalties, dividendes) sur les 30 ans de la vie du projet sont estimés par Nikanor à 7,8 milliards USD, soit 45% des bénéfices totaux du projet.¹² **Phelps Dodge/Tenke Mining** prévoit d'investir 650 millions USD pour une production annuelle initiale de 115.000 tonnes de cuivre et de 8.000 tonnes de cobalt. Le consortium affirme que 2000 personnes sont employées pour les travaux de construction et qu'approximativement 1000 personnes seront employées dans la phase initiale des opérations. Des projets sociaux sont en cours de réalisation (puits, écoles, agriculture, santé, micro-entreprises). Phelps Dodge estime que 60% à 65% des flux financiers générés par le partenariat devrait rester en RDC sous la forme de taxes, de royalties, de dividendes et d'achat de fournitures mais ne fournit aucune estimation chiffrée.¹³ Les grandes différences entre les chiffres avancés par les entreprises et le manque de confirmation par des sources indépendantes du respect de ces engagements incitent à la prudence. En outre, la présence dans l'architecture de tous ces partenariats de sociétés off-shore localisées dans des paradis fiscaux laisse supposer le recours à l'évasion fiscale.¹⁴

A ce jour, une évaluation indépendante des bénéfices des partenariats pour le Congo est peut-être contenue dans l'audit financier réalisé par la société **Ernst & Young**. Quant à la légalité des contrats de partenariat, également mise en doute à plusieurs reprises¹⁵, elle a fait l'objet d'un audit du cabinet d'avocats **Duncan Allen**. Ces deux audits ont été réalisés à la demande de la Banque Mondiale pour le compte du gouvernement congolais. Ils ont été finalisés en 2006 mais très peu d'informations sur le résultat de ces audits n'ont été rendues publiques à ce jour. Paul Fortin, l'actuel patron de la *Gécamines*, nommé à ce poste par l'entremise de la Banque Mondiale, a déclaré à la presse que l'audit légal de la Banque Mondiale avait révélé « quelques fautes sur les aspects légaux ».¹⁶

3. L'attitude de la communauté internationale et du gouvernement congolais en question

Depuis 2001, la Banque mondiale a financé et accompagné de près la réforme du code minier et la privatisation de la *Gécamines*. Et ses plus hauts responsables affirment avoir placé plusieurs des préoccupations soulevées ici « au cœur de son dialogue avec le gouvernement de transition »¹⁷. Malgré cette affirmation on ne peut, au mieux, que conclure à un échec de la politique de la Banque Mondiale dans le secteur minier. Les plus sceptiques pourraient penser plutôt que les partenariats n'auraient pu voir le jour sans l'accord tacite de la Banque Mondiale. Quant aux **principaux bailleurs de fonds de la RDC** réunis pendant la transition au sein du Comité international d'accompagnement de la transition (CIAT), ce n'est que fin 2005 qu'il ont formellement mis les questions économiques à l'agenda de leurs rencontres avec « l'espace présidentiel », regroupant le président et les quatre vice-présidents. On sait cependant que les contrats miniers ont fait l'objet d'une intense diplomatie informelle. Sauf à conclure à l'absence totale d'influence de ces bailleurs dans un pays extrêmement dépendant de l'aide internationale, leur responsabilité est également incontournable. La co-responsabilité de la Banque Mondiale et des pays du CIAT ne doit évidemment faire oublier la responsabilité première du **gouvernement congolais de transition** dans la négociation et la signature des contrats.

On assiste actuellement à une multiplication de **nouvelles initiatives internationales** en relation avec le secteur minier en RDC. Rien cependant ne semble être en préparation pour assister le nouveau gouvernement à s'affranchir de l'hypothèque que fait peser sur le développement du pays les conventions minières héritées du gouvernement de transition. La Belgique et l'Allemagne ont décidé d'investir dans la mise au point de systèmes de certification et de traçabilité des minerais (cuivre et cobalt pour la Belgique et coltan pour l'Allemagne). La Grande-Bretagne appuie l'initiative ITIE pour la transparence et voudrait stimuler le développement local dans les zones minières par le biais de partenariats public-privé. La Banque Mondiale finalise un nouveau bilan du secteur minier congolais censé éclairer la politique du nouveau gouvernement et sa propre stratégie. Plusieurs bailleurs bilatéraux et multilatéraux veulent investir dans l'appui aux institutions congolaises en charge du secteur minier ou de domaines connexes tels que les douanes. La lutte contre les abus dans le secteur minier artisanal tels que le travail des enfants fait également partie des nouvelles priorités internationales. La plupart de ces initiatives sont importantes. Elles devraient accroître la transparence et la bonne gestion dans le secteur minier, contribuant ainsi à

améliorer les revenus que le pays tire de ses ressources. Quelques-uns de ces projets, comme le traçage et la certification des minerais, méritent réflexion.

En ce qui concerne les contrats miniers, les partenaires internationaux du Congo ont demandé au gouvernement dans le **Contrat de Gouvernance** « la publication des éléments clés et l'analyse des accords de partenariat existant dans le secteur des industries extractives et la renégociation de ces accords si cela s'avère nécessaire ». ¹⁸ Censé traduire en actions concrètes les stratégies du Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR), le 'Contrat de Gouvernance' a été élaboré sous la houlette de la Banque Mondiale et de la Commission européenne et a été approuvé par les principaux bailleurs de fonds du Congo. Des déclarations récentes de ces mêmes bailleurs laissent cependant planer le doute sur leur volonté réelle de voir les contrats existants renégociés. Ainsi, le ministre belge des Affaires étrangères Karel De Gucht, a-t-il déclaré que la priorité était ailleurs, « *parce que la révision de ces contrats risque d'entraîner de longues procédures judiciaires qui ne profiteront qu'aux avocats* ». ¹⁹ Le mandat du groupe de travail mis sur pied par le ministre pour promouvoir la transparence dans le secteur minier congolais (*Task Force on Mineral Resources in Central Africa*) ne contient aucune référence aux partenariats et le groupe ne comprend aucun juriste parmi ses membres.

Quant à **Paul Fortin**, l'actuel patron de la *Gécamines*, nommé à ce poste par l'entremise de la Banque Mondiale, il a entre-ouvert la porte à une révision des contrats suite à la révélation par le Financial Times en novembre 2006 du mémorandum de Craig Andrews (expert minier de la Banque Mondiale, voir plus haut). ²⁰ Auparavant, il s'était limité à mettre en garde les partenaires de la *Gécamines* contre la non-exécution des contrats. ²¹ Ses jours à la tête de la *Gécamines* semblent cependant être comptés : révoqué le 26 février 2007 par le bureau de consultance *Sofreco*, qui l'avait appointé à ce poste, il a été reconduit dans ses fonctions suite à une grève générale des travailleurs de la *Gécamines*.

On sait encore peu de choses sur les intentions du **gouvernement issu des élections de 2006**. En annexant le Contrat de Gouvernance voulu par les bailleurs de fonds à son programme de gouvernement, il semble avoir repris à son compte la transparence et ouvert la voie à la révision des contrats. Le Contrat de Gouvernance prévoit en effet « la publication de tous les futurs contrats conclus dans les secteurs de l'extraction minière et de l'exploitation forestière auxquels participent l'État ou des entreprises publiques ». ²² Pour les partenariats existants, comme nous l'avons déjà dit, le texte prévoit « la publication des éléments clés » et « la renégociation de ces accords si cela s'avère nécessaire ». Toutefois, la lecture du programme

de gouvernement lui-même laisse une toute autre impression. L'état des lieux du secteur minier passe totalement sous silence la problématique des partenariats signés pendant la transition. Le gouvernement se contente de constater que « le processus de restructuration et de libéralisation du secteur minier amorcé en 2004 sur l'ensemble du pays, n'a pas encore donné toute sa pleine mesure ». ²³ Dans ses axes d'intervention, le gouvernement prévoit « la finalisation de la mise en œuvre des réformes du secteur minier » et « la mise sur pied d'un mécanisme de suivi d'exécution des contrats miniers ». ²⁴ La renégociation des contrats n'est pas à l'ordre du jour. Ces incohérences entre le texte écrit par le gouvernement et le texte voulu par les bailleurs de fonds souligne la pertinence d'une question que beaucoup se posent : le Premier Ministre Gizenga osera-t-il revenir sur des conventions approuvées par le Président Kabila durant la transition ? A défaut d'un soutien politique ferme au Congo et au sein de la communauté internationale, il est à craindre qu'il ne le pourra pas.

4. Une part équitable pour le Congo ? Conclusions et recommandations

Le gouvernement congolais et ses partenaires internationaux doivent mettre tous les moyens en œuvre afin que le peuple congolais tire des partenariats public-privé dans le secteur minier les bénéfices auxquels il a droit. Sans cela, le potentiel minier de la RDC ne pourra devenir un des moteurs de sa reconstruction et de son développement et la démocratie naissante ne pourra s'enraciner. Pour **garantir au peuple congolais une part équitable des bénéfices de l'exploitation de ses ressources minières**, trois conditions essentielles doivent être remplies.

(1) Une transparence totale de la part du gouvernement et de la Banque Mondiale concernant les contrats miniers hérités du passé. Les Congolais ont le droit de connaître la manière dont on a disposé de leur patrimoine national. A cette fin :

- les audits financier (Ernst & Young) et légal (Duncan Allen) commandés par la Banque Mondiale pour le compte du gouvernement congolais doivent être rendus publics,
- les conventions minières et leurs avenants, les études de faisabilité, les modèles économiques et les plans financiers doivent être accessibles aux parlementaires congolais et aux organisations de la société civile oeuvrant pour la bonne gouvernance.

(2) Le gouvernement Congolais, avec l'assistance de ses partenaires internationaux, doit créer un groupe de travail composé d'experts Congolais et internationaux indépendants afin de :

- **réviser tous les contrats miniers signés durant la guerre et la transition en vue de leur renégociation, de leur résiliation ou de leur annulation,**
- **mettre en place un mécanisme indépendant de suivi de l'exécution des contrats.**

Les contrats les plus importants, dont les partenariats de la *Gécamines* avec *Kinross Forrest Ltd*, *Global Enterprises Corporate Ltd* et *Phelps Dodge Corp./Tenke Mining Corp.*, doivent être revus en premier. Le nouveau gouvernement congolais et ses bailleurs de fonds pourraient utilement s'inspirer de l'expérience du Libéria. La présidente Ellen Johnson-Sirleaf, est parvenue en décembre 2006, avec l'aide de juristes d'universités américaines, à renégocier avec le groupe Arcelor-Mittal un très important contrat minier qui avait été signé par le gouvernement de transition alors qu'il était extrêmement désavantageux pour le pays.²⁵

- (3) **Les conditions d'une gestion transparente et équitable des ressources minières à l'avenir doivent être mises en place.** Nous saluons les diverses initiatives du nouveau gouvernement congolais et des bailleurs de fonds du Congo susceptible d'y contribuer. Il s'agit notamment de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), de l'assistance technique aux institutions congolaises, des projets visant à améliorer les conditions de travail des mineurs artisanaux. Aussi le *Task Force on Mineral Resources in Central Africa* mis sur pied par le gouvernement belge peut contribuer à une telle gestion transparente et équitable à l'avenir. Il devrait cependant intégrer la problématique des partenariats miniers.

¹ UNDP, Human Development Report 2006.

² Voir *La Stratégie de la Gécamines*. Présentation by Paul Fortin, Administrateur Délégué-Général Gécamines, Liege, Belgium, 12/01/2007 et US Department of the Interior. US Geological Survey. *Mineral Commodities Summaries 2006*, pag 53. See: <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/copper/coppemcs07.pdf>.

³ *Mineral Commodities Summaries, January 2007*, pag 195, Appendix C. See: <http://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/mcs/2007/mcsapp07.pdf>

⁴ Robert Crem, *Trends*, 1/6/2006.

⁵ Fatal Transactions - IPIS, *The State vs. the people*, p. 28-33.

⁶ Estimation de IPIS sur base de : News Release Katanga Mining 22 Feb 2007. Announcement of new reserve estimates as of 31/12/2006. (see <http://www.katangamining.com/news/news-releases/pdf/070222.pdf>); Technical Report GEC, 26 June 2006. Incorporated in Prospectus Nikanor. (See

<http://www.nikanor.co.uk/downloads/Prospectus.pdf>); Kalala Budimbwa, *Valorisation de la Gécamines engagées dans les contrats: Chemaf, KMT Tenké Fungurumé, KCC; GEC; et nécessité de révision de ces contrats pour protéger les intérêts de la République*, Kinshasa, Septembre 2006.

⁷ IMC *La restructuration de la Gécamines : Présentation et recommandations Preminaires*; Kinshasa, le 26 septembre 2003.

⁸ IMC Group Consulting Ltd: Restructuration de la Gécamines, Volet 6. Partenariat. Février 2004; Bureau Central de Coordination – Contrat No 018/BCECO/SC Projet No. M5670C – Phase 2.

⁹ Craig Andrews, Principal Mining Specialist, COCPO (oil, gas and mining policy division of the World Bank), Office Memorandum to Pedro Alba, Country Director DRC, 8 september 2005, *Contracts between Gécamines and Private Companies*.

¹⁰ Kalala Budimbwa, *Valorisation des concession de la Gécamines engagées dans le contrats CHEMAF, KMT, Tenke Fungurume, KCC, GEC et nécessité de révision de ces contrats pour protéger les intérêts de la République*, Kinshasa, septembre 2006.

¹¹ *Building a leader copper company*, Katanga Mining presentation at INDABA, South Africa, 7 February 2007

¹² Nikanor Project presentation at INDABA mining conference, Cape Town, 7 February 2007. Richard Boorman, Nikanor Investor Relations, email to IPIS, 20 Decembre 2006.

¹³ Paul K. Conibear, President of Tenke Mining Corp., *Tenke Fungurume Feasibility Study Completed*, communiqué de presse, 26 février 2007; Pete Faur, Vice president Corporate communications, Phelps Dodge, email to IPIS, 13 décembre 2006.

¹⁴ Voir à ce sujet *Closing the Floodgates*, chapter 4, page 42-56, *How companies reduce their tax bills*, Tax Justice Network, 2007, Commissioned by the Norwegian Ministry of Foreign Affairs.

(<http://www.innovativefinance-oslo.no/pop.cfm?FuseAction=Doc&pAction=View&pDocumentId=11607>)

¹⁵ Voir notamment: Robert Crem, conférence Fatal Transactions, 23-24 novembre 2005, Expert meeting on DRC's natural treasures (<http://www.fataltransactions.org/DRC-conference/index.html>), le texte de son exposé est disponible sur <http://www.congolite.com/polsoc101.htm>); Kalala Budimbwa, op.cit., Kinshasa, septembre 2006.

¹⁶ *Congo mining chief puts private sector contracts under spotlight*, Financial Times, 20 juillet 2006.

¹⁷ Govind Nankani, Vice President, Africa Region, lettre adressée à 11.11.11, Broederlijk Delen et Raid, The World Bank, Washington DC, 6 mars 2006.

¹⁸ Gouvernement de la RDC, Programme de gouvernement, Annexe : Contrat de gouvernance (CDG) mars-décembre 2007, Kinshasa, février 2007, p.11.

¹⁹ Interview accordée au magazine MO*, n°39, décembre 2006, p.27

([http://www.mo.be/index.php?id=62&tx_uwnews_pi2\[art_id\]=17046](http://www.mo.be/index.php?id=62&tx_uwnews_pi2[art_id]=17046))

²⁰ *Transparency fears lead to review of Congo contracts*, Financial Times, 3 janvier 2007.

²¹ *Congo mining chief puts private sector contracts under spotlight*, Financial Times, 20 juillet 2006.

²² Gouvernement de la RDC, Programme de gouvernement, Annexe : Contrat de gouvernance (CDG) Mars-Décembre 2007, Kinshasa, février 2007, p.9.

²³ Gouvernement de la RDC, Programme de gouvernement (2007-2011), Kinshasa, février 2007, al. 1.4.2.3 p.20.

²⁴ *Idem*, al 2.2.5.2. p.44, 45.

²⁵ *Mittal overtroeft broer in Liberia*, De Standaard, 12 decembre 2005.

L'ONG International Peace Information Service (IPIS) a réalisé les annexes du présent mémorandum et contribué à la recherche d'informations. IPIS est un service d'étude et d'information qui se focalise sur le commerce des armes, l'exploitation des matières premières et l'entrepreneuriat socialement responsable en Afrique sub-saharienne.

ANNEXES

1. Cours du cuivre et du cobalt sur le marché mondial
2. Fiche de présentation du partenariat *Gécamines - Kinross Forrest Ltd*
(maintenant propriété de *Katanga Mining Ltd*)
3. Fiche de présentation du partenariat *Gécamines - Global Enterprises Corporate Ltd* (maintenant propriété de *Nikanor Plc*)
4. Fiche de présentation du partenariat *Gécamines - Phelps Dodge Corp./Tenke Mining Corp.*

Annex 1 – Copper and cobalt prices on the international market

1. Cobalt

Cobalt prices have seen a serious fluctuation over the last decades. Between 1989 and 2005 average prices for 99.80% Co have been between 7 \$/lb¹ and more than 30 \$/lb². See figure A. On 07/03/2007 average price for 99.80% Co was 29.50 \$/lb³. See figure B.

2. Copper

Copper prices have risen strong since 2000. In 2002 the price was only 1557 \$/tonne Cu⁴. In 2006 prices reached a high of 6736 \$/tonne Cu⁵. See figure C. Prices are dropping again, but are still high. On 09/03/2007 Cu price for cash delivery was 6130 \$/tonne.⁶

¹ *Cobalt Facts*, 2006, Cobalt Development Institute, pag 63, see: http://www.thecdi.com/cdi/images/documents/facts/Cobalt_Facts-Supply_and_Demand.pdf

² *Cobalt Facts*, 2006, Cobalt Development Institute, pag 63, see: http://www.thecdi.com/cdi/images/documents/facts/Cobalt_Facts-Supply_and_Demand.pdf

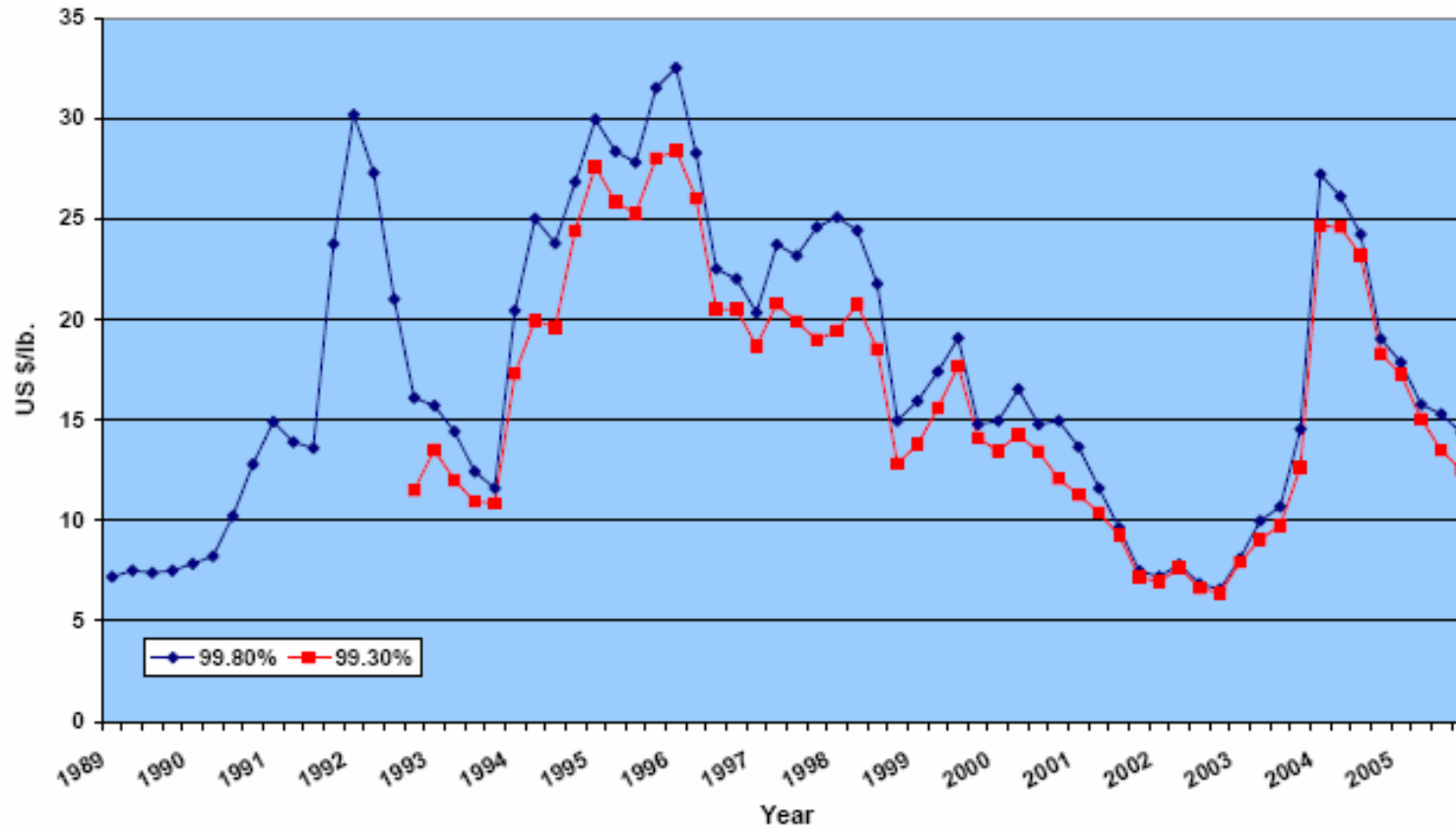
³ Industry sources. See figure based on Co prices for period 07/01/1993 to 07/03/2007.

⁴ Brook Hunt January 2007. Refined copper market balance & copper price 1995-2008.

⁵ Brook Hunt January 2007. Refined copper market balance & copper price 1995-2008.

⁶ Industry Sources

Figure A: Cobalt Development Institute. Price evolution Cobalt 1989 – 2005.⁷



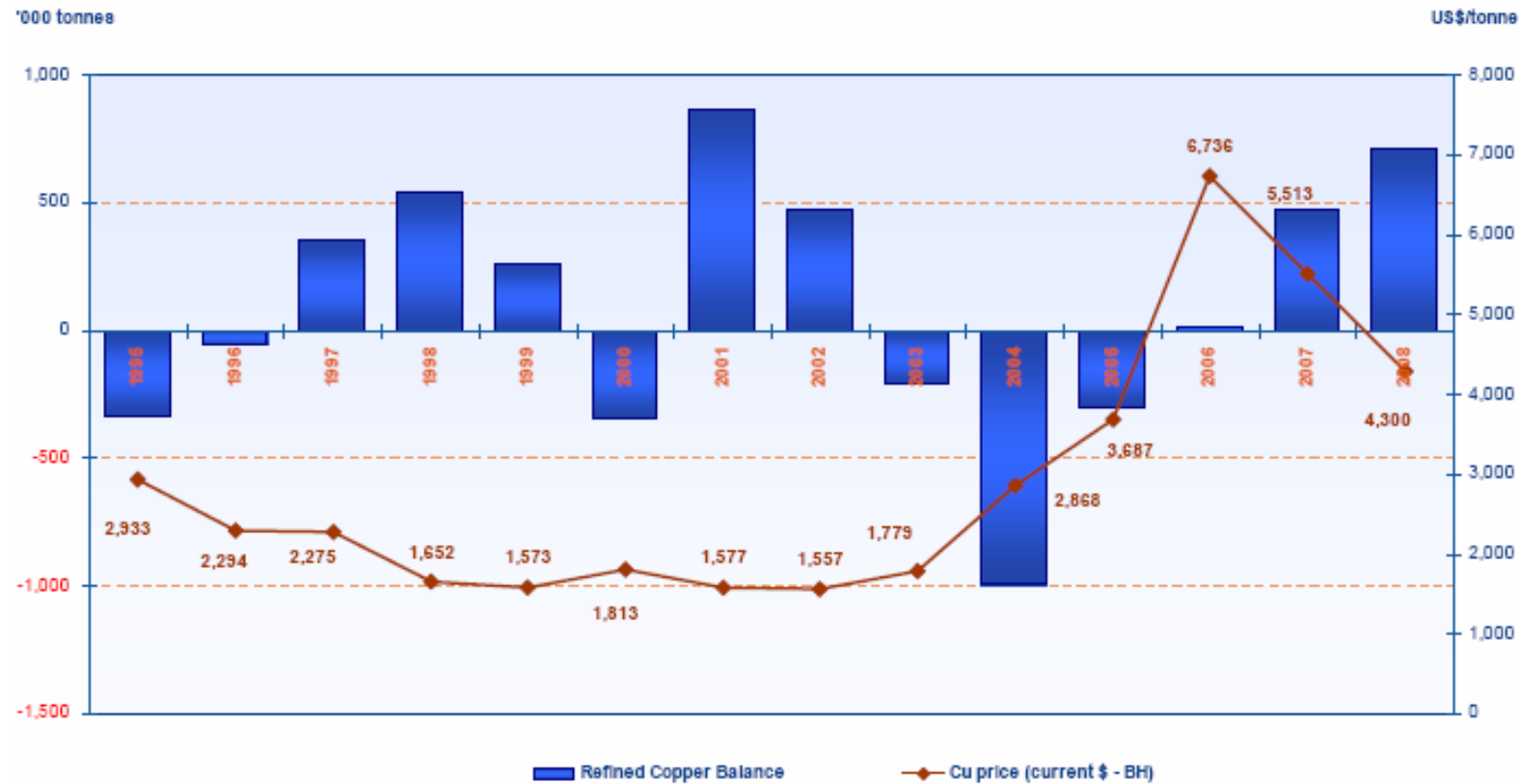
⁷ Cobalt Facts, 2006, Cobalt Development Institute, pag 63, see: http://www.thecdi.com/cdi/images/documents/facts/Cobalt_Facts-Supply_and_Demand.pdf

Figure B: Industry sources. Figure based on Co prices for period 07/01/1993 to 07/03/07.



Figure C: Refined copper market balance & copper price 1995-2008. Source: Brook Hunt January 2007

Refined copper market balance & Copper price



Source : Brook Hunt January 2007

Annex 2 - Gécamines - Kinross Forrest Ltd (Katanga Mining Ltd)

1. Project description

On 07/02/2004 a Joint Venture Contract n° 632/6711/SG/GC/2004⁸ is signed by La Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) on one hand, and by Kinross-Forrest Limited (KFL) on the other hand, establishing a Joint Venture Company named Kamoto Copper Company SARL (KCC). KCC is 75% owned by KFL and 25% by Gécamines. The contract is approved on 04/08/2005 by Presidential Decree n° 05/070⁹. The contract grants KCC the right to perform mining activities in the Kolwezi district in the Katanga province, south-DRC for the next 20 years, possibly extended with two more periods of 10 years. In the 15.235 hectares area awarded to KCC are the underground Kamoto mine (Kamoto Principal and Etang) the DIMA open-pit mines Dikuluwe, Mashamba East and Mashamba West; the Musonoie T17-site, the Kamoto Concentrator and the Luilu metallurgical plant plus all present infrastructures¹⁰.

2. Partnership history

2.1. Negotiations and project approval

- June 2001: start of negotiations between KFL and Gécamines.
- 07/02/2004: Gécamines and KFL sign a joint venture agreement.
- 19/07/2005: The Council of Ministers approves the joint venture agreement of Gécamines with KFL¹¹
- 4/08/2005: The President ratifies the Kamoto agreement by decree.¹²
- 20/02/2006: Transfer of the mining permits by Cadastre Minier to the joint venture company.

2.2. From Kinross-Forrest Ltd to Katanga Mining Ltd

History of Katanga Mining limited and how the company became 75% shareholder in the KCC joint venture company.

- 07/10/1996: New Inca Gold Ltd. is founded and registered on Bermuda¹³. New Inca trades on the Toronto Stock Exchange.
- 08/07/2004: Change of name: New Inca Gold becomes Balloch Resources Limited¹⁴.
- 29/07/2005: Balloch Resources acquires an option to take over 100% of the Kinross Forrest Limited shares¹⁵.
- 30/11/2005: Change of name: Balloch Resources becomes Katanga Mining Limited¹⁶.
- 12/12/2005: KML uses its option in KFL. KML pays 4.711.232 \$ to KFL-shareholder Kinross Gold Corporation and is now owner of 23,33 % of the KFL shares¹⁷.

⁸ *Convention de Joint Venture 632/6711/SG/GC/2004*, 07 February 2004.

⁹ *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo*, première partie – n° 21, 1 November 2005

¹⁰ *Amended Technical Report*, page 10, 3.2 Property, 23 June 2006.

¹¹ 'Conseil des ministres du mardi 19 juillet 2005', in : *Le Potentiel*, 21 July 2005.

¹² Presidential decree n° 05/070 on 04 August 2005.

¹³ New Inca Gold Annual report 1997, 19 February 1998, www.sedar.com

¹⁴ Balloch Resources Annual report 2004, 17 February 2005, www.sedar.com

¹⁵ News Release, *Balloch obtains option to acquire 75% interest in Kamoto Joint Venture in the Democratic Republic of Congo*, 02 August 2005. See <http://www.katangamining.com/news/news-releases/050802.html>

¹⁶ Katanga Mining Annual Report 2005, 17 February 2006 www.sedar.com

¹⁷ *Katanga Mining Interim Financial Statement (unaudited)*, page 5, item 2, *Reverse Takeover Accounting*, 14 August 2006, www.sedar.com

- 26/06/2006: KML obtains the remaining 76,67% of KFL shares by offering 35.001.500 Katanga shares and paying 800.000\$¹⁸. KML is now 100% owner of KFL and as a consequence also 75% owner of the Kamoto project.

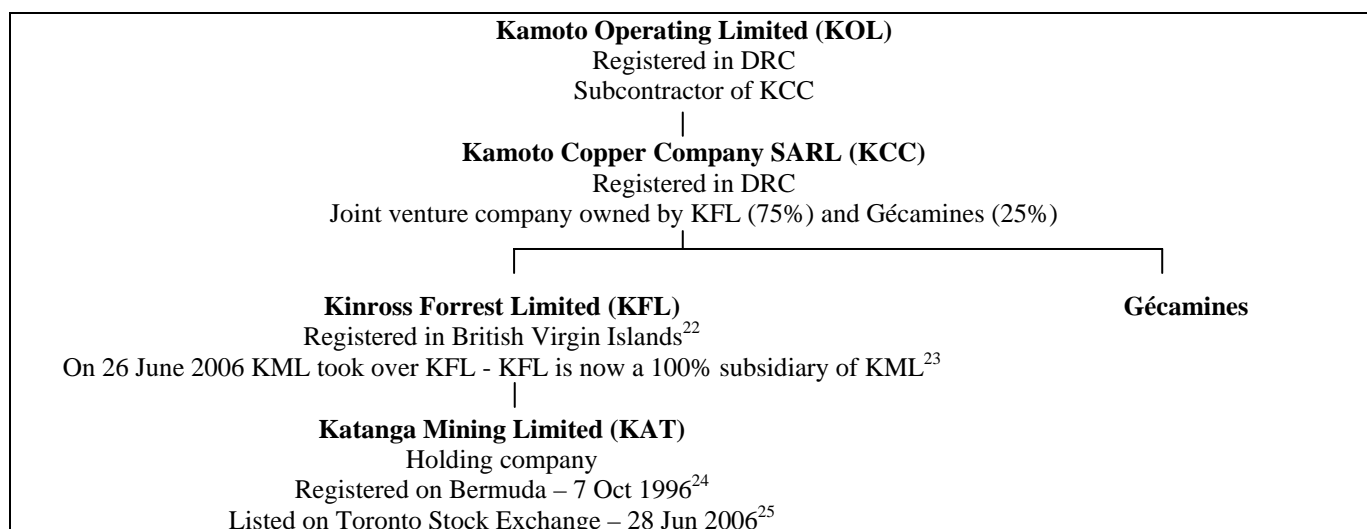
3. Katanga Mining Ltd

3.1. Basic data

| | |
|------------------------|--|
| Company address: | 120 Adelaide Street West, Suite 2400 Toronto, Ontario, M5H 1T1, Canada |
| Registered in: | Bermuda |
| Registered on: | 07/10/1996 |
| Stock Exchange: | Toronto Stock Exchange |
| Listing date: | 28/06/2006 |
| Symbol: | KAT |
| Market Capitalisation: | 756,963,517 CAD on 09/03/2007 (or 641,459,813 USD) ¹⁹ |
| Price of share: | 9.70 CAD on 09/03/2007 (or 8.22 USD) ²⁰ |
| Shares issued: | 78.037.476 on 09/03/2007 |

3.2. Company Structure

Katanga Mining Limited, registered in Bermuda but with corporate address in London, is the 100% owner of KFL and also the 75% owner of the Kamoto Copper Company. Below is a scheme of the corporate structure²¹:



¹⁸ Ibidem

¹⁹ 09/03/2007: 1 CAD = 0.84741 USD

²⁰ Ibidem

²¹ See <http://www.katangamining.com/about/structure.html>

²² Amended Technical Report, page 31, 6.4 The nature and extent of title, 23 June 2006

²³ Notice of Change in Corporate Structure, 12 October 2006, www.sedar.com

²⁴ Bermuda register, <https://www.roc.gov.bm/roc/rocweb.nsf/public+register/1+public+companies>

²⁵ Company profile Katanga Mining Limited, www.sedar.com

3.3. Shareholder structure

Below is a shortened overview of the original KFL shareholders and eventually of the KML shareholders after the take-over on 26 June 2006²⁶.

| KFL Shareholders ²⁷ before the take-over: | | | | | |
|--|--|---|--|---|---|
| 35% Kinross Gold Corporation Registered in Canada on 31 May 1993 ²⁸ Listed on TSX and NYSE | 12,5% Robert M. Buchan | 12,5% Tain Holdings Limited (Arthur Ditto) | 40% George Forrest International Afrique SPRL | | |
| KML shareholders after take-over ²⁹ shares issued: 76,934,295 | | | | | |
| 7,48% 5,751,500 shares. Till September owned by Kinross Gold, but then sold ³⁰ . | 8,35% 6,425,000 shares Robert M. Buchan | 8,46% 6,505,000 shares Tain Holdings Limited (Arthur Ditto) | 24,44% 18,800,000 shares George Forrest Intern Afrique Sprl Owned by George Forrest | 27,30% 21,000,000 shares sold in May 2005. A syndicate lead by GMP Securities Inc. acted as underwriter ³¹ | 23,97% 18,452,795 shares owners unknown |

Kinross Gold Corporation: company with head office in Toronto, Canada. Owner of 8 gold mines in North and South-America, produced about 1,6 million pounds of gold in 2005³². Among 8 largest gold producers in the world. The company is listed on the Toronto Stock Exchange.

Tain Holdings: company owned by Arthur Ditto. No further details available.

Arthur Ditto: former senior executive of Kinross Gold Corp. Now in Katanga Mining board. Owner of more than 8% of Katanga shares, which are being managed by Tain Holdings.

Robert Buchan: former senior executive of Kinross Gold Corp. Now in Katanga Mining board. Owner of more than 8% of Katanga shares.

3.4. Board³³

Robert M. Buchan, non-executive Chairman, Chairman of Quest Securities Corp & formerly Kinross Gold Corp.'s CEO & Chairman

Arthur H. Ditto, CEO, President & Director, Formerly Kinross Gold Corp.'s President, COO & Director.

George Forrest, non-executive vice Chairman, Chairman & CEO of the Forrest Group of Companies.

Malta D. Forrest, Director, Construction Manager and Deputy Managing Director of EGMF and Project Manager for GTL-STL metallurgical plant in Lubumbashi.

Jean-Claude Masangu, Director, Governor of the Central Bank of the DRC and formerly with Citibank.

²⁶ Katanga Mining *Interim Financial Statement (unaudited)*, page 5, item 2, *Reverse Takeover Accounting*, 14 August 2006, www.sedar.com

²⁷ Katanga Mining *Management Information Circular*, page 10, *Summary of transaction*, 23 May 2006

²⁸ Kinross Gold Corporation Annual report 1996, page 38, *Management's discussion and analysis*, 11 March 1997. See <http://www.kinross.com/investors/financials/pdf/96ar.pdf>

²⁹ Katanga Mining *Interim Financial Statement (unaudited)*, page 5, item 2, *Reverse Takeover Accounting*, 14 August 2006, www.sedar.com

³⁰ News Release, *Kinross sells equity interest in Katanga Mining Limited*. 8 September 2006. See <http://www.kinross.com/news/982006-1.pdf>

³¹ News Release, *Katanga Mining Limited Announces Closing of \$152 Million Private Placement Financing*. 02 May 2006. <http://www.katangamining.com/news/news-releases/060502.html>

³² 2005 Annual Report Kinross Gold Corporation, 31 March 2006, <http://www.kinross.com/investors/financials/pdf/05-ar.pdf>

³³ Jan 2007 and Feb 2007 Katanga Mining project presentation

Mabunda L. Mudiaya³⁴, Director, GM of a DRC agency that aids and promotes small and medium sized enterprises in the industrial & agricultural sector. Formerly with Citibank.

Thomas Pladsen, Director, Formerly Chief Financial Officer for both C.C. Capital Partner Group and Northfield Capital.

Robert Wardell, Director, Formerly with Deloitte & Touch, LLP.

3.5. Management³⁵

Arthur H. Ditto, CEO, President & Director

Anu Dhir, Vice President, Corporate Development, Experience with CC Capital Partners Group, Easton Drilling Fund LP, Andina Minerals Inc, Geologistics Corp and Gateway Inc.

Rick Dye, SVP Technical Services, Mining Engineer with over 28 years' experience in operations & mine construction. Formerly Kinross Gold Corp.'s VP Technical Services.

Steve Jones, CFO & SVP, Over 26 years' experience in accounting and finance for natural resource companies. Formerly CFO of Freeport McMoRanCopper & Gold Inc.

Jean Louis LaBelle, Sr. Project Manager, Civil engineer; over 30 years in project management in North America. Last 13 years managing major projects in Africa w/ SNC-Lavalin.

René Nolevaux, SVP & Managing Director Operations, Mining Engineer with more than 40 years' industry experience; several years with Gécamines and started career with Kamoto.

Brett Richards, Vice President, Human Resources, Formerly SVP Human Resources Group 4 Securicor and Director Human Resources for Kinross Gold

Allan D. Schoening, Senior Vice President, Corporate Affairs, Formerly SVP Human Resources Kinross Gold. Experience Barrick Gold, Toromont/Caterpillar, Neilsen Marketing and Schlumberger Limited.

Ben Brabants³⁶, former Gecamines

4. Estimated reserves

Katanga Mining Limited has recently updated details for proven and probable reserves for Kamoto project. Latest figures are the result of new reserve estimates as of 31/12/2006³⁷:

| | Ore Tonnes (000s) | Cu Grade % | Cu Tonnes (000s) | Co Grade % | Co Tonnes (000s) |
|------------------------------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Total proven and probable reserves | 92,999 | 3.53% | 3,281 | 0.37% | 344 |

5. Project Financing

KML calculated the company would have to spend 426.8 million USD by the end of the start up in 2011. Including replacement of infrastructure by the end of the project an expenditure of

³⁴ Mabunda Mudiaya recently left his position with Katanga Mining to take a ministerial post in the new DRC government. *Who's who among operators in Katanga?* Africa Mining, 21 February – 06 March 2007

³⁵ Jan 2007 project presentation and Feb 2007 project presentation

³⁶ *Who's who among operators in Katanga?* Africa Mining, 21 February – 06 March 2007

³⁷ News Release Katanga Mining 22 Feb 2007. Announcement of new reserve estimates as of 31/12/2006. (see <http://www.katangamining.com/news/news-releases/pdf/070222.pdf>)

658 million USD is estimated.³⁸ To fund these investments the company will use a mixture of equity and debt funding. The table³⁹ below shows the company's financial situation.

| Capitalization | |
|-------------------------------|------------|
| Share capitalization 12/31/06 | 78,037,476 |

| Financial Overview | |
|----------------------------|-----------------|
| Equity (May 2006) | US\$128 million |
| Corp. Debenture (Oct 2006) | US\$100 million |
| Project Debt (Sept. 2007) | US\$260 million |

| Working Capital | |
|------------------------|-----------------|
| Cash as of 12/31/06 | US\$197 million |

Equity referred to in the above given financial overview is the result of a deal with GMP Securities⁴⁰. On 2/05/2006 21.000.000 shares were sold generating 152.250.000 CAD (=129,028,248 USD)⁴¹ cash.

Corporate debenture referred to is the result of an offer on the Toronto Stock Exchange. On 20/11/2006⁴² the company offered 100.000 units, each one containing one obligation worth 1000\$ and 40 warrants.

Project debt is still being negotiated with international banks. The company is positive though this will be dealt with by September 2007.

6. Current Status of Project

Katanga Mining Limited is to become a leading copper company⁴³. On 31/01/2007, the company announced the closing of two contracts related to the rehabilitation of the Kamoto Mine⁴⁴. One contract is on structural, mechanical and piping work for the Luilu Metallurgical Plant and Kamoto Concentrator. The other contract is for the electrical and instrumentation work on these two facilities. The Kamoto underground mine and Dima open pits are on schedule to start up in April 2007, Kamoto concentrator should start up in July 2007 and Luilu Metallurgical plant in September 2007. First copper is to be shipped in December 2007. Annual production is estimated at 150,000 tonnes of Cu and 5,000 tonnes of Co⁴⁵.

³⁸ Katanga Mining project presentation, 12 Jan 2007.

³⁹ *Building a leader copper company*, Katanga Mining presentation at INDABA, South Africa, 7 February 2007

⁴⁰ News Release *Katanga Mining Limited announces closing of \$152 million private placement financing*, 02 May 2006, News Release, *Katanga Mining Limited Announces Closing of \$152 Million Private Placement Financing*, 02 May 2006. <http://www.katangamining.com/news/news-releases/060502.html>

⁴¹ 09/03/2007: 1 CAD = 0.84741 USD

⁴² News Release *Katanga announces completion of \$115,000,000 debt offering*, 20 November 2006.. See <http://www.katangamining.com/news/news-releases/061120.html>

⁴³ *Building a leader copper company*, Katanga Mining presentation at INDABA, South Africa, 7 February 2007.

⁴⁴ Katanga Mining News Release, *Katanga Awards Important Infrastructure Contracts*, 31 January 2007. See <http://www.katangamining.com/news/news-releases/pdf/070131.pdf>

⁴⁵ *Building a leader copper company*, Katanga Mining presentation at INDABA, South Africa, 7 February 2007

Annex 3 - Gécamines – Global Enterprises Corporate (Nikanor Plc)

7. Project description

On 9/09/2004 a Joint Venture Contract n° 656/6755/SG/GC/2004⁴⁶ is signed by La Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) on one hand, and by Global Enterprises Corporate (GEC) on the other hand, establishing a Joint Venture Company named DRC Copper and Cobalt Project sprl (DCP). DCP is 75% owned by GEC and 25% by Gécamines. The contract is approved on 10/10/2005 by Presidential Decree n° 05/114⁴⁷.

Until 3/04/2039 DCP will perform mining activities in the Kolwezi district in Katanga, a province in the south of the DRC. The deal includes the mining concessions of Kananga and Tilwezembe mines and the KOV open pit mine.

8. Partnership history

8.1. Negotiations and project approval

- 5/05/2004: A Preliminary Agreement concerning the KOV mine and related assets is signed. The parties to the joint venture contract are Global Enterprises Corporate (GEC) of Israeli diamond tycoon Dan Gertler and Gécamines.⁴⁸
- 9/09/2004: joint venture agreement is signed entitled « Convention de joint venture entre la Générale des Carrières et des Mines et Global Enterprises Corporate Ltd. relative à l'exploitation de la mine à ciel ouvert de KOV et des gisements de Kananga et de Tilwezembe ». ⁴⁹
- 19/07/2005: The Council of Ministers approves the joint venture agreement of Gécamines with GEC.
- 13/10/2005: Presidential decree ratifies the agreement of Gécamines with GEC.⁵⁰
- 17/02/2006: The exploitation permits of Gécamines are transferred to the joint venture company DCP.

8.2. From Global Enterprises Corporate to Nikanor Plc

History of Nikanor and how the company became 75% owner of the DCP joint venture company

- 10/04/2000: GEC is founded and registered on the British Virgin Islands.
- 26/06/2006: Nikanor Plc is founded, registered on the Isle of Man.
- 12/07/2006: Nikanor signs an agreement with the GEC shareholders. Nikanor buys all GEC shares, changing them for Nikanor-shares⁵¹. GEC is now a 100% Nikanor subsidiary. The DCP project is now 75% owned by Nikanor.
- 17/07/2006: Nikanor's Initial Public Offering on the Alternative Investment Market of the London Stock Exchange.

9. Nikanor Plc

⁴⁶ *Convention de Joint Venture N° 656/6755/SG/GC/2004*, 09/09/2004.

⁴⁷ *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo*, première partie – n° 21, 01 November 2005

⁴⁸ *Convention de Joint Venture N° 656/6755/SG/GC/2004*, 09/09/2004.

⁴⁹ *Ibidem*

⁵⁰ Presidential decree n° 05/114 on 13/10/2005.

⁵¹ Nikanor Prospectus, Financial information, *Post balance sheet events*, page 77, 12 July 2006. See <http://www.nikanor.co.uk/downloads/Prospectus.pdf>

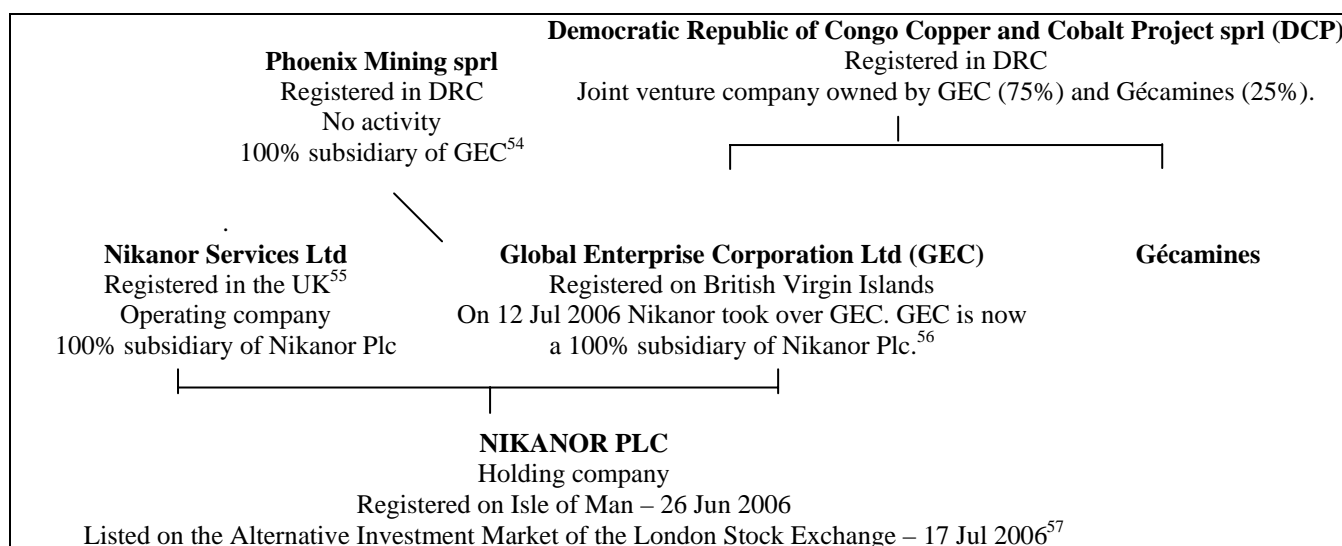
9.1. Basic data

Company address: 15-19 Athol Street, Douglas,
ISLE OF MAN, IM1 1LB, United Kingdom

Registered in: Isle of Man
Registered on: 26/06/2006
Stock Exchange: London Stock Exchange – Alternative Investment Market
Listing date: 17/07/2006
Symbol: NKR
Market capitalisation: 783,160,000 GBP on 09/03/2007 (=1,512,538,799 USD)⁵²
Price of share: 560.00 p (GBP) on 09/03/2007 (or 1.08 USD)⁵³
Shares issued: 139,850,000 on 09/03/2007

9.2. Company Structure

Nikanor Plc, registered on the Isle of Man, is the 100% owner of GEC and also 75% owner of the DRC Copper and Cobalt Project:



9.3. Shareholder structure

Below is a shortened overview of the shareholders before and after the company's Initial Public Offering on the AIM on 17/07/2006.

| Shareholder structure prior to Nikanor Plc Initial Public Offering (IPO) on 17/07/2006. ⁵⁸ | | |
|---|---|--|
| 50% | 30% | 20% |
| Benny Steinmetz Shares managed by: | Gertner Family Shares managed by: | Dan Gertler Shares managed by: |

⁵² 09/03/2007, 1 GBP = 1.9133 USD

⁵³ Ibidem

⁵⁴ Nikanor Prospectus, *Financial Information*, page 63, 12 July 2006. See

<http://www.nikanor.co.uk/downloads/Prospectus.pdf>

⁵⁵ <https://www.ukdata.com/numbers/05844508.html>

⁵⁶ Nikanor Prospectus, page 69.

⁵⁷ London Stock Exchange, company profile Nikanor: <http://www.londonstockexchange.com/en-gb/pricesnews/prices/system/detailedprices.htm?sym=GB00B182MG48GBGBXAMSMB182MG4NKR>

⁵⁸ Nikanor Prospectus, *Additional Information*, page 93.

| Oakey Invest Holdings Inc. British Virgin Islands ⁵⁹ | | Pitchley Properties Limited. | | New Horizon Minerals Ltd. British Virgin Islands ⁶⁰ | |
|---|--|---|--|--|--|
| Shareholder structure after IPO ⁶¹ until February 2006 Shares issued: 136,250,000 | | | | | |
| 36% ⁶² 50,350,000 shares Benny Steinmetz Oakey Invest Holdings | 21,5% 30,000,000 shares Gertner Family Pitchley Properties Ltd | 14,3% 20,000,000 shares Dan Gertler New Horizon Minerals (shares held by HFN Trust company) | 7% ⁶³ or 9,795,292 shares Capital Group of Companies | 21,2% 29,704,708 shares New shareholders ⁶⁴ . | |

Oakey Invest holdings is a subsidiary of BSG (Benny Steinmetz Group) Resources Limited, which is 81% owned by the Balda Foundation. The Balda Foundation beneficiaries are the Benny Steinmetz Family.⁶⁵

Pitchley Properties Limited⁶⁶: No registration details or financial details found. Behind Pitchley is the Gertner Family Trust.

New Horizon Minerals Limited⁶⁷: New Horizon is registered on the British Virgin Islands. Owner is the DGI (Dan Gertler International) Group of Companies, which is specialised in diamonds and investments, which in turn is property of Dan Gertler (Israel).

9.4. DCP Board

DCP Board of Directors⁶⁸ is comprised of eight directors, six of whom are appointed by GEC and two by Gécamines. So far seven members are known:

Simon Tuma-Waku – Executive Chairman (appointed by GEC)

James Gorman - Chief Executive Officer (appointed by GEC)

Paul Hug (appointed by GEC)

Lawrence Treadgold (appointed by GEC)

Calixite Mukasa Kalembwe (appointed by Gécamines)

Leon Tshiakwiza Mulenda (appointed by Gécamines)

Emile Mota - Deputy CEO of DCP. Head of human resources⁶⁹. (appointed by GEC)

9.5. Nikanor Board⁷⁰

Jonathan Leslie, Executive Chairman. Formerly Chief Executive for Rio Tinto and Sappi Limited.

James Gorman, Managing Director. Formerly General Manager of Kansanshi Mine and active for SRK as a Principal Engineer and Associate.

Peter Sydney-Smith, Finance Director. Formerly Finance Director of Magnesium International, Vedanta Resources, BPB plc, and for the British Gypsum Ltd.

⁵⁹ Nikanor Prospectus, page 70 *Ultimate Parent Company*.

⁶⁰ Ibidem, page 274, *Definitions*

⁶¹ Ibidem, page 51, *Financial Information, Relationship with major shareholders*

⁶² Regulatory Announcement on London Stock Exchange, *Notification of major interests in shares*, 15 September 2006

⁶³ Regulatory Announcement on London Stock Exchange, *Notification of major interests in shares*, 1 December 2006.

⁶⁴ Credit Agricole might be among shareholders, as it reported no longer having a notifiable share of 3% or more. But no further information on whether shares were sold or not is available. Regulatory announcement on London Stock Exchange, *Holding in Company*, 24 August 2006.

⁶⁵ Nikanor Prospectus, page 93, *Additional Information, Major Shareholders*

⁶⁶ Ibidem, page 93, *Additional Information, Major Shareholders*.

⁶⁷ Ibidem

⁶⁸ Ibidem, page 34, *Board of directors and management, Board DCP*.

⁶⁹ Nikanor Operational Update, *Human Resources*, page 2-3, 27 September 2006

⁷⁰ www.nikanor.co.uk

Lord Roderick Balfour - The Rt Hon Earl of Balfour, Non Executive Director.

Formerly director of Rothschild Trust (a division of NM Rothschild & Sons investment banking group). He is also non-executive director of Bateman Engineering N.V.

Dan Kurtzer, Independent Non Executive. Formerly US Ambassador in Israel en Egypt, Deputy Assistant Secretary of State for Near Eastern Affairs, and Principal Deputy Assistant Secretary of State for Intelligence and Research.

Terry Robinson, Independent Non Executive. Non-executive director for the EVRAZ Group SA, Managing Director of InteractiveRecords Management Ltd. Formerly with Chapada Diamonds, Albert Fischer Group Plc, Union International Plc, Lonrho Plc and the Donald Macpherson Group.

Jay Pomrenze, Non-Executive. Formerly with the Bankers Trust Company and consultant at Deutsche Bank. In 1999 he founded Caymen Advisors.

Dr Eric Lilford, Non-Executive. Director of resources, investments and mineral economics for BSG Resources. Co-founder of Resource Finance Advisors in 2004. Experience in South American mining industry. Formerly with the Standard Corporate and Merchant Bank's Corporate Finance Division and the Investec Bank's Resources Finance Division.

9.6. Nikanor Management⁷¹

James Gorman, Managing Director. Former General Manager of Kansanshi Mine and active for SRK as a Principal Engineer and Associate.

Peter Sydney-Smith, Finance Director. Former Finance Director of Magnesium International and finance director for Vedanta Resources, BPB Plc, and the British Gypsum Ltd.

Larry Treadgold, Chief Metallurgical Officer. Member of the DCP board. Formerly metallurgical engineering consultant for the US, Phelps Dodge, INCO, IMC and Glencore International.

Carel Swart, Chief Technical Officer. Project Development Manager for DCP.

Simon Tuma-Waku, Chief Strategy Officer and Chairman of DCP. Formerly Minister of Mines and Petroleum in the government of Joseph Kabila. Also worked for Citibank and Chevron Oil.

Paul Hug, Finance Director of DCP.

Ben Munanga, Head of Electrical Infrastructure. Formerly with Eskom, the South African electricity company.

Emile Mota, Head of Human Resources. Former Chief of Staff for Laurent Kabila.

Serge Ngandu⁷², Head of Metallurgy. Former HATCH Africa Director of Industrial Minerals development.

Michel Sauvenier⁷³, Head of Mining. Former mine manager at First Quantum's Lonshi copper mine in the DRC.

10. Estimated reserves⁷⁴

Below are the reserves of KOV open pit mines as reported in the June 2006 Technical Report. No details on smaller Kananga and Tilwezembe sites available.

⁷¹ www.nikanor.co.uk

⁷² Nikanor Project presentation at INDABA mining conference, Cape Town, 6 February 2007. See http://www.nikanor.co.uk/downloads/2007_02_05_pressrelease.pdf

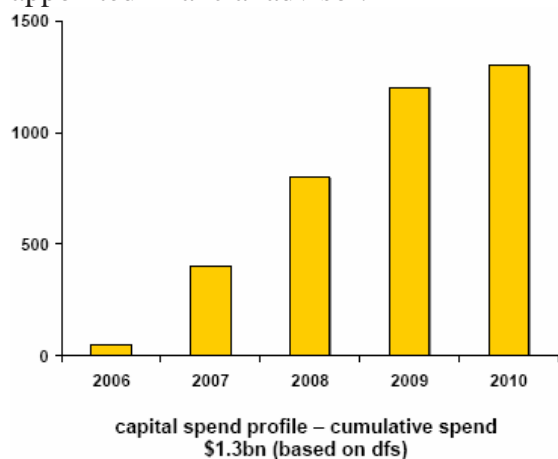
⁷³ Ibidem

⁷⁴ *Technical Report GEC*, 26 June 2006. Incorporated in Prospectus Nikanor. Page 182. See <http://www.nikanor.co.uk/downloads/Prospectus.pdf>

| | Ore Tonnes (000s) | Cu Grade % | Cu Tonnes (000s) | Co Grade % | Co Tonnes (000s) |
|------------------------------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Total proven and probable reserves | 140,000 | 4.83 % | 6,757 | 0.47 % | 658 |

11. Project Financing

Nikanor calculated the company will have to spend 1.3 billion USD by 2010. Part of this is provided by proceeds of initial public offering (IPO) on London Stock Exchange (AIM) on 17/07/2006. After Feasibility Study expenses and paying back of loans, proceeds were 375 million USD⁷⁵. IPO proceeds and KZW cash flows (proceeds of Kolwezi concentrator that is already operational⁷⁶) should be enough for 40-50 % of total expenditure. Additional funds is being negotiated with banks and governmental financial institutions. Rothschild has been appointed financial advisor.



12. Current Status of Project

Full capacity of the project is expected in the fourth quarter of 2009. In the Feb 2007 presentation Nikanor reports the project is progressing to plan. Mining in satellite mines Kananga and Tilwezembe and production at Kolwezi Concentrator started in November 2006. In KOV open pit mine dewatering process has started⁷⁷. In February 2007 a 78 million USD dewatering contract has been awarded to a consortium of Belgian and South-African companies. Another 30 million USD contract for earthworks on the new refinery has been awarded to a leading DRC Contractor⁷⁸. Furthermore the company reports on refurbishment of the roads and on progress of electricity requirements⁷⁹. Also the company is negotiating with banks and governmental financial institutions to complete the project financing.

⁷⁵ Nikanor presentation, Central-Africa Conference of RBC Capital Markets, 28 November 2006, http://www.nikanor.co.uk/downloads/NKR_RBC_2006_11_28.pdf

⁷⁶ Nikanor Operational Update, 14 December 2006. See http://www.nikanor.co.uk/downloads/NKR_operations_update_14Dec06.pdf

⁷⁷ Ibidem

⁷⁸ Nikanor Press Release, 5 February 2007. See http://www.nikanor.co.uk/downloads/2007_02_05_pressrelease.pdf

⁷⁹ Nikanor Project presentation at INDABA mining conference, Cape Town, 6 February 2007. See http://www.nikanor.co.uk/downloads/2007_02_05_pressrelease.pdf

Annex 4 - Gécamines – Lundin Holdings Ltd (Phelps Dodge Corp /Tenke Mining Corp)

13. Project description

On 30/11/1996 a Joint Venture Contract was signed by La Générale des Carrières et des Mines (Gécamines) on one hand, and Lundin Holdings Limited on the other hand. But because of the unstable political situation in the DRC no real progress was made on the project until 2005. On 28/09/2005 an Amended and Restated Shareholder Agreement was signed. This Agreement is approved on 27/10/2005 by Presidential Decree⁸⁰ n° 05/117. The contract establishes a Joint Venture Company named Tenké Fungurumé Mining sarl (TFM). Originally TFM is 55% property of Lundin Holdings and 45% of Gécamines. But the 2005 amendments change the ownership relation into a 82,5 % for Lundin and 17,5% for Gécamines.

Till the end-of-life of the mine TFM, has the right to perform mining activities in an area of 562 km², located at about 180 km northwest of the provincial capital of Lubumbashi, Katanga, DRC.

There is one important difference with the Katanga Mining and Nikanor projects: TFM is a Greenfield operation, whereas Kamoto and KOV are brownfield operations. This means that at the latter two sites mining activities have taken place before. The TFM site is a new site where no prior mining activities have taken place.

14. Partnership history

14.1. Negotiations and project approval

- 30/11/1996: First joint venture contract signed
- 23/02/1999: Project halted by “Force Majeur”⁸¹
- 19/07/2005: The Council of Ministers approves the joint venture agreement of Gécamines Lundin/Phelps Dodge.⁸²
- 28/09/2005: Details of amendments are agreed on after months of negotiations. Gécamines and Lundin Holdings sign an Amended and Restated Shareholders’ Agreement.⁸³
- 27/10/2005; A Presidential decree ratifies the Tenké Fungurumé agreement with Lundin Holdings/Phelps Dodge.⁸⁴

14.2. From Lundin Holdings to Phelps Dodge Corp/ Tenke Mining Corp

- 30/11/1996: Lundin Holdings Ltd and Gécamines sign a joint venture contract.
- 9/12/1996: Tenke Mining Corporation buys all 30 million shares of Tenke Holdings Limited. It pays 153 million CAD. Tenke Holdings is owner of all shares in Lundin Holdings Limited. As a consequence Tenke Mining is the new owner of Lundin Holdings⁸⁵.

⁸⁰ *Journal Officiel de la République Démocratique du Congo*, première partie, n° 21, 01 November 2005

⁸¹ Annual Report Tenke Mining Corp. 2004, page 7, *Exploration and project development review*. See <http://www.tenke.com/i/pdf/2004AR.pdf>

⁸² ‘Conseil des ministres du mardi 19 juillet 2005’, in : *Le Potentiel*, 21/07/2005.

⁸³ Annual Report 2005 Tenke Mining Corp, page 28 – 4. *Mineral Properties – Tenké Fungurumé Property*. See <http://www.tenke.com/i/pdf/TNK2005AR.pdf>

⁸⁴ Presidential Decree n° 05/117 on 27/10/2005.

⁸⁵ Tenke Mining Annual report 1999, page 15, *Mineral properties, Tenké Fungurumé Property, Acquisition*, 12 April 2000. See <http://www.tenke.com/i/pdf/99annual.pdf>

- December 1998: BHP World Exploration Inc. acquires option to buy a majority share of Lundin holdings⁸⁶.
- 23/02/1999: project halted because of “Force Majeure”⁸⁷
- 13/09/2002: Option Agreement: Phelps Dodge replaces BHP as holder of an option to buy a majority share of Lundin Holdings.⁸⁸
- 31/10/2005: Phelps Dodge closes the option to buy a share in Lundin Holdings. It is now 70% owner of Lundin Holdings⁸⁹.
- 19/11/2006: FreePort-McMoran to take over Phelps Dodge. FreePort offers 26 billion USD for the take-over.⁹⁰ Until now the fusion has not been completed. The companies are waiting for the shareholders’ approval.

15. Phelps Dodge Corp & Tenke Mining Corp

15.1. Basic data

Phelps Dodge Corporation

| | |
|------------------------|--|
| Company address: | One North Central Avenue, Phoenix, Arizona 85004, USA |
| Registered on: | 10/08/1885 |
| Registered in: | USA - New York |
| Stock Exchange: | New York Stock Exchange (NYSE) |
| Listing date: | 09/05/1929 |
| Symbol: | PD |
| Market Capitalisation: | 25.70 billion USD |
| Share price: | 125,87 USD on 09/03/2007 |
| Shares issued: | 204,143,000 on 09/03/2007 |

Tenke Mining Corporation

| | |
|------------------------|---|
| Company address | Suite 2101 - 885 West Georgia Street Vancouver, British Columbia, Canada V6C 3E8 |
| Registered on: | 04/07/1978 |
| Registered in: | Canada |
| Stock Exchange: | Toronto Stock Exchange |
| Listing date: | 19/08/1992 |
| Symbol: | TNK |
| Market capitalisation: | 1,008,556,438 CAD on 09/03/2007 (= 857,211,105 USD ⁹¹) |
| Share price: | 16.89 CAD on 09/03/2007 (= 14.36 USD ⁹²) |
| Shares issued: | 59,713,229 on 09/03/2007 |

⁸⁶ Tenke Mining Annual Report 2005, page 28, *Mineral Properties, Tenké Fungurumé Property*, 29 March 2006. See <http://www.tenke.com/i/pdf/TNK2005AR.pdf>

⁸⁷ Tenke Mining Annual Report 2004, page 7, *Exploration and project development review*, 24 March 2005. See <http://www.tenke.com/i/pdf/2004AR.pdf>.

⁸⁸ Tenke Mining Annual Report 2005, page 28, *Mineral Properties, Tenké Fungurumé Property*, 29 March 2006. See <http://www.tenke.com/i/pdf/TNK2005AR.pdf>

⁸⁹ Ibidem; News Release PhelpsDodge, *Phelps Dodge exercises option for Tenké Fungurumé Copper/Cobalt Project*, 02 November 2005. See <http://www.phelpsdodge.com/News/NewsArchive/CorpNews110205.htm>

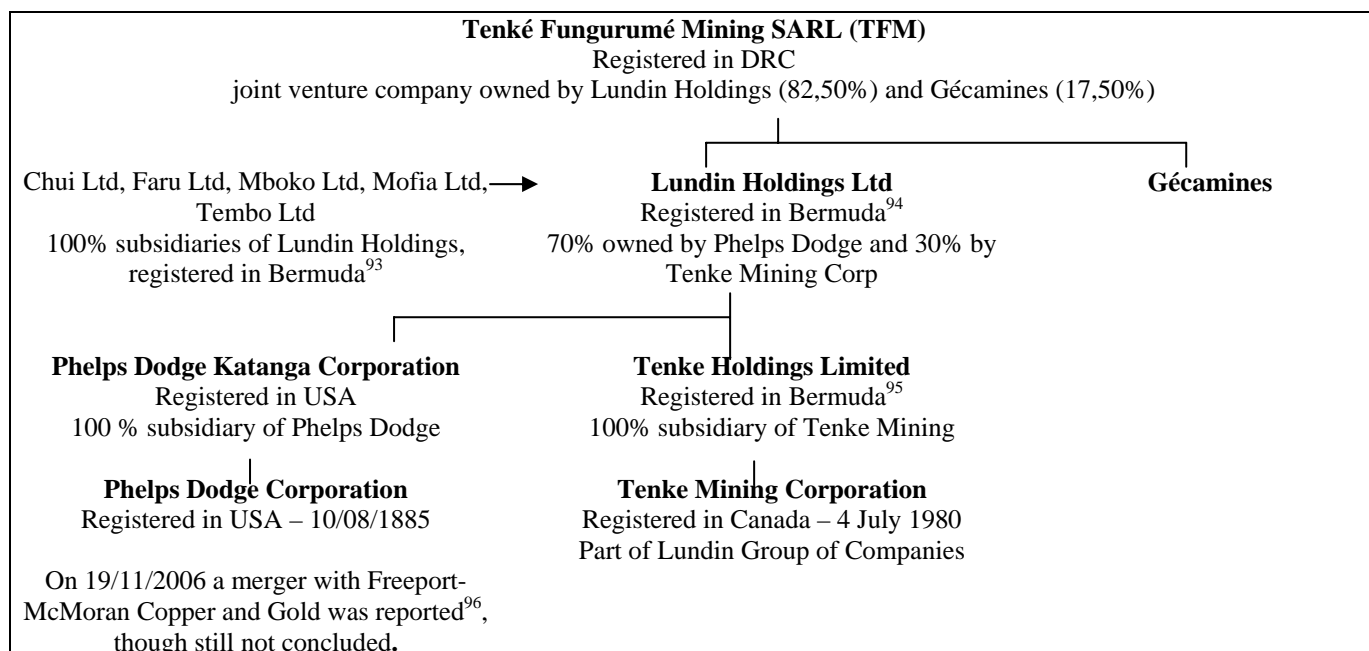
⁹⁰ Phelps Dodge News Release, *Freeport-McMoRan Copper & Gold to acquire Phelps Dodge, creating the world’s largest publicly traded copper company*. 19/11/2006. See <http://www.phelpsdodge.com/News/NewsDetails/CorpNews111906.htm>

⁹¹ 09/03/2007: 1 CAD = 0.8499USD.

⁹² Ibidem.

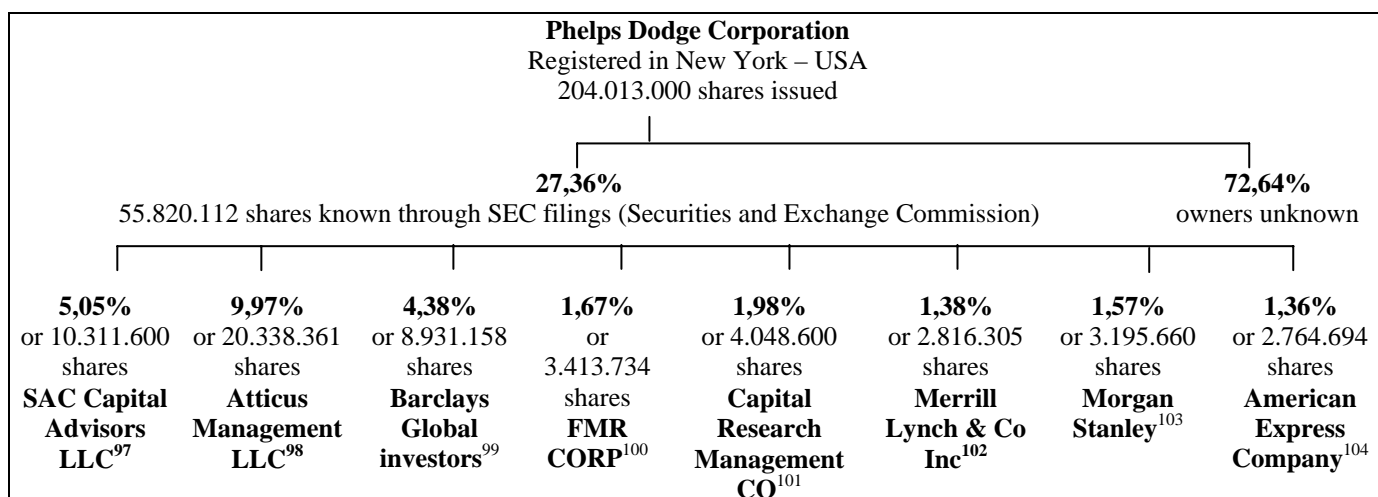
15.2. Company Structure

Tenké Fungurumé Mining sarl is a joint venture company owned by Lundin Holdings and Gécamines. Lundin Holdings is owned by Phelps Dodge (70%) and Tenke Mining (30%). As a consequence, there are eventually three TFM owners: Phelps Dodge (57,75%), Tenke Mining (24,75%) and Gécamines (17,50%):



15.3. Shareholder structure

Below is a shortened overview of the shareholder structure of the two project partners Tenke Mining and Phelps Dodge as of the end of February 2007.



⁹³ Phelps Dodge annual report 2005, *List of subsidiaries*, page 654, form 10K on secfilings, <http://secfilings.nyse.com/filing.php?doc=1&attach=ON&ipage=3996206&repo=tenk>

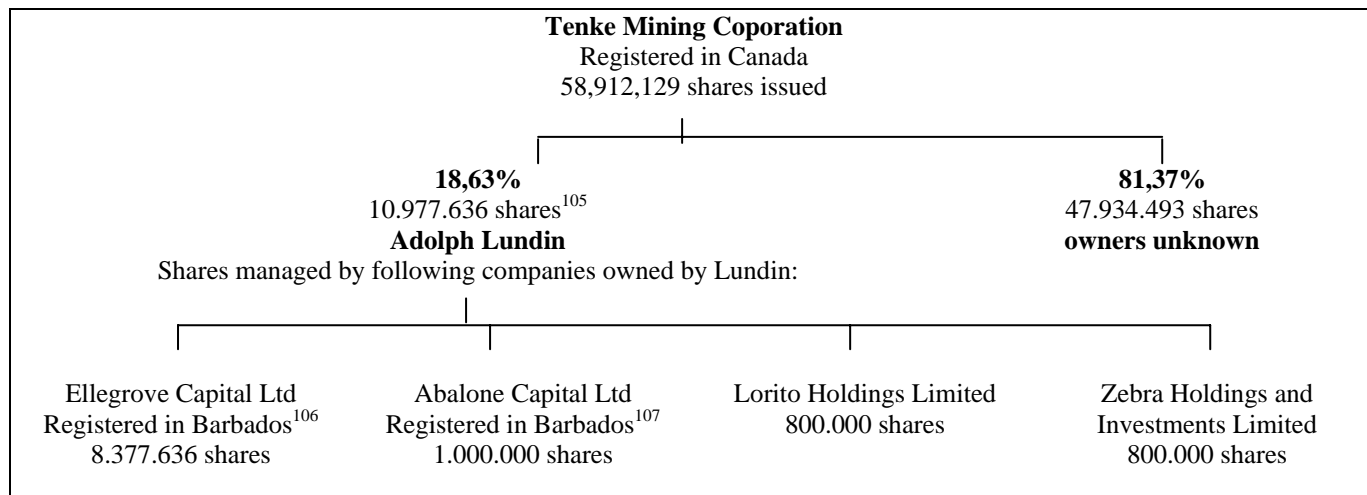
⁹⁴ Bermuda register, <https://www.roc.gov.bm/roc/rocweb.nsf/public+register/1+public+companies>

⁹⁵ Ibidem

⁹⁶ Merger agreement as of 19 November 2006. News release Phelps Dodge see <http://www.phelpsdodge.com/News/NewsDetails/CorpNews111906.htm>

⁹⁷ SEC Form SC 13D, 11 December 2006

Information above is the result of a search in the SEC-filings on the PhelpsDodge website. Percentages of shares are calculations based on the amount of shares reported in these SEC-filings and the amount of shares issued by the end of February 2007. The figures are not official calculations by the company itself. Therefore this information is to be taken with reservation.



Adolph Lundin recently died (30/09/2006). His sons Lukas and Ian, already involved in the Lundin Group of companies, took over his commitments. Tenke Mining is one of ten companies that are in the Lundin Group of companies. Together they have a market capitalization of more than 10 billion USD.

15.4. *Phelps Dodge Board*¹⁰⁸

Archie W. Dunham – Retired Chairman of ConocoPhillips.

William A. Franke – Managing Member, Indigo Partners, LLC and Indigo Pacific Partners LLC; Managing Partner, Newbridge Latin America, L.P. Retired Chairman, President and Chief Executive Officer, America West Airlines, Inc.

Robert D. Johnson – Retired Chairman, President and Chief Executive Officer of Honeywell Aerospace.

Marie L. Knowles – Retired Executive Vice President and Chief Financial Officer for Atlantic Richfield Company (ARCO).

Charles C. Krulak – Retired Executive Vice Chairman and Chief Administration Officer of MBNA Corp. (financial services company). Former general in the US Marine.

Jon C. Madonna – Retired Chairman and Chief Executive Officer for KPMG, an international accounting and consulting firm.

Dustan E. McCoy – Chairman and Chief Executive Officer of Brunswick Corporation, a leading manufacturer of high-quality recreational products.

⁹⁸ SEC Form SC 13D/A, 11 October 2006

⁹⁹ SEC Form DEF 14A, *Definitive Proxy Statement, Security Ownership of certain beneficial owners*, 13 April 2006

¹⁰⁰ SEC Form SC 13G/A, 10 November 2005

¹⁰¹ SEC Form SC 13G/A, 10 November 2005

¹⁰² SEC Form SC 13G/A, 09 September 2003

¹⁰³ SEC Form SC 13G/A, 14 February 2001

¹⁰⁴ SEC Form SC 13G/A, 14 February 1994 (Ameriprise Financial Inc)

¹⁰⁵ Tenke Mining Corp Management Information Circular, page 3, 30 March 2006, www.sedar.com

¹⁰⁶ Register Barbados, <http://www.caipo.gov.bb/project4/caipodeclist.php>

¹⁰⁷ Ibidem

¹⁰⁸ See <http://phx.corporate-ir.net/phoenix.zhtml?c=95336&p=irol-govBoard>

Gordon R. Parker – Retired Chairman and Chief Executive Officer, Newmont Mining Corporation, one of the biggest gold producers in the world.

William J. Post – Chairman and Chief Executive Officer, Pinnacle West Capital, and Chairman, Arizona Public Service, a subsidiary of Pinnacle West Capital Corporation.

Martin H. Richenhagen – President and Chief Executive Officer of AGCO Corporation, a leading manufacturer and distributor of agricultural equipment.

Jack E. Thompson – Retired Vice Chairman of Barrick Gold Corporation, a multinational gold mining company.

J. Steven Whisler - Chairman and Chief Executive Officer

15.5. Phelps Dodge Management¹⁰⁹

J. Steven Whisler - Chairman and Chief Executive Officer

Timothy R. Snider - President and Chief Operating Officer

Ramiro G. Peru - Executive Vice President and Chief Financial Officer

S. David Colton - Senior Vice President and General Counsel

Nancy F. Mailhot - Vice President - Human Resources

Arthur R. Miele - Senior Vice President - Marketing

David C. Naccarati – President

15.6. Tenke Mining Board and Management¹¹⁰

Lukas H. Lundin - Director, Chairman. Worked for International Petroleum Corporation, Former Chairman of International Musto Exploration Limited, senior Director for Lundin Oil AB.

Paul K. Conibear - Director, President and CEO. Experience in mining projects in Argentina, Chile, North-America and Africa. Formerly with Fluor Daniel Wright and Simons Mining Group (Amec).

Mats Carlsson – Director. Head of Equity Capital Markets for E. Ohman J:or Fondkommission AB. Formerly chairman of Nordic Partners Inc. He also worked for Svenska Handelsbanken Markets Inc (New York) and for Hagstromer & Qviberg (Stockholm). And he is in the board of directors of AIK Fotboll AB in Stockholm.

John H. Craig – Director

Lee A. Graber – Director. Worked for Homestake Mining Company. Former Managing Director of Mergers and Acquisitions for Endeavour Financial Ltd.

William A. Rand – Director. Founded Rand Edgar Capital Corp, which played a central role in the businesses of South Pacific Resources Corp, General Minerals Corp, Mansfield Minerals Inc, Sonoma Resources Corp, etc. Also former Director for International Musto Exploration Ltd. and Argentina Gold Corp. Today he is working for Canadian Gold Hunter Corp., Lundin Petroleum AB, ResourceCan Limited, etc.

16. Estimated reserves¹¹¹

No overall details on reserves are available yet for TFM concessions.¹¹²

¹⁰⁹ See <http://phx.corporate-ir.net/phoenix.zhtml?c=95336&p=irol-govManage>

¹¹⁰ See <http://www.tenke.com/s/DirectorsAndOfficers.asp>

¹¹¹ Resources are a concentration of minerals in such form and quantity and of such a quality that there are reasonable prospects for economic extraction. Reserves are the economically mineable part of measured or indicated resources demonstrated by at least a Preliminary Feasibility Study. For complete definitions of resources and reserves, see: http://www.cim.org/committees/CIMDefStds_Dec11_05.pdf.

Reserves for Kwatebala, Fwaulu and Goma:

| Reserves | Ore Tonnes (000s) | Cu Grade % | Co Grade % |
|---------------------------|-------------------|------------|------------|
| Total proven and probable | 103,000 | 2.1 % | 0.3 % |

Resources for Tenké Fungurumé concessions:

| Resources | Ore Tonnes (000s) | Cu Grade % | Co Grade % |
|------------------------|-------------------|------------|------------|
| Measured and indicated | 235,000 | 3.01 % | 0.3 % |
| Inferred | 265,000 | 2.6 % | 0.19 % |

17. Project Financing

The company reported aggregated capital and related project expenditure would be 650 million USD¹¹³. Debt financing initiatives led by Phelps Dodge and the project's financial advisor Rothschild Inc are advancing. It is expected that a significant level of debt will be available for the project. Prior to debt drawdown being available, project activities are being funded with partner advances.¹¹⁴

As TFM is a greenfield project and the feasibility study is completed but not publicly available, no further details on financing can be reported.

18. Current Status of Project

On 26/02/2007 Tenke Mining Corp reported the Tenké Fungurumé Feasibility Study has been completed for the first phase of production. Facilities have been designed to initially produce 115,000 metric tonnes Cu per year and 8000 tonnes Co. The 40 year mine plan is based on first developing the Kwatebala, Fwaulu and Goma deposits. Significant drilling program across the Tenké Fungurumé concessions are in progress to potentially add high grade ore reserves to the mine plan. Long-term power supply contracts have been signed with SNEL (Société Nationale d'Électricité), Significant road building and basic infrastructure development were accomplished in the last half of 2006. Major civil works have started at the plant site and the largest piece of mine equipment is already on site. Full production of copper is scheduled for the end of 2008, full cobalt production beginning of 2009.

¹¹² News Release Tenke Mining Corp, *Tenké Fungurume Feasibility Study completed*, 26 Feb 2007. See http://cnrp.ccnmatthews.com/client/tenke_mining/release.jsp?actionFor=637292

¹¹³ News Release Tenke Mining Corp, *Tenké Fungurumé Feasibility Study completed*, 26 Feb 2007. See http://cnrp.ccnmatthews.com/client/tenke_mining/release.jsp?actionFor=637292

¹¹⁴ News Release Tenke Mining, *Tenké Fungurumé Project Update*, 20 November 2006. See http://cnrp.ccnmatthews.com/client/tenke_mining/release.jsp?actionFor=622819